



N° 8 - décembre 2012

Panorama au 11 décembre 2012

## Éditorial

### Un bon début de campagne 2012/2013 pour les vins

En octobre 2012, tous les produits agricoles affichent des prix à la production supérieurs à ceux de 2011, à l'exception du lait de vache. Globalement, l'avance sur les prix d'une année moyenne entre 2007 et 2011 est proche de 20 %. La situation globale des prix agricoles est dominée par la croissance des prix des céréales, leur volatilité s'exerçant à des niveaux élevés. Pour le blé tendre notamment, la hausse par rapport à octobre 2011 atteint + 40 %. Pour les oléagineux au contraire, la hausse sur un an continue de ralentir. La pomme de terre devient une forte contributrice à la hausse des prix, le retournement de tendance étant intervenu en septembre : les prix d'octobre doublent quasiment ceux de 2011. Comme sur l'ensemble de l'année 2012, les animaux de boucherie restent avec les grandes cultures le principal moteur de la hausse des prix en octobre, notamment les gros bovins et les porcins, mais celle-ci est moins forte que les mois précédents. Pour les vins d'appellation, la nouvelle cam-

pagne de commercialisation débute sur des prix à la production plus hauts qu'en octobre 2011, en raison d'une récolte 2012 particulièrement réduite (*Infos rapides Prix agricoles et alimentaires, décembre 2012*).

Les coûts de production agricole continuent d'augmenter en octobre, dans le prolongement de la tendance observée depuis juillet. Les prix d'achat des aliments pour animaux contribuent le plus à cette progression. Ceux de l'énergie se stabilisent d'août à octobre, à un niveau élevé. Les prix d'achat des engrais demeurent relativement stables depuis janvier (*Infos rapides Moyens de production, décembre 2012*).

En novembre, les cours des céréales et des oléagineux se consolident après le repli intervenu entre septembre et octobre. En particulier les cours sud-américains et européens du maïs accusent un net rebond en lien avec la perturbation des semis par les pluies en Argentine, et la récolte réduite dans l'Union européenne.

En outre, les besoins d'importation communautaires atteindraient un haut niveau en 2012/2013, ces volumes étant surtout destinés à l'alimentation animale. En France, les exportations de maïs et blé tendre pourraient être dynamiques sur la seconde partie de campagne (*Pour la campagne 2012/2013, les cours du maïs s'élèvent à des niveaux jamais atteints, Céréales et oléagineux n° 2012/196, décembre 2012*).

En novembre, les prix à la production des légumes et particulièrement des fruits se maintiennent à un niveau nettement plus élevé qu'en novembre 2011, de respectivement 12 % et 35 %. Pour les fruits, les productions de pomme et de poire ont fortement chuté (*Infos rapides novembre 2012*). Tous les légumes affichent des prix à la production très hauts comme en octobre, à l'exception de l'endive concurrencée par les salades d'hiver (*Infos rapides Endive, décembre 2012*). Le chou-fleur et le poireau (*Infos rapides Chou-fleur et Poireau, novembre 2012*) bénéficient

d'une reprise de la consommation avec les températures automnales. Les prix de la carotte marquent un ralentissement saisonnier (*Infos rapides Carotte, décembre 2012*). Concernant les fins de campagne, la hausse est moins marquée pour la tomate (*Infos rapides Tomate, novembre 2012*). Le concombre conclut une campagne plutôt favorable sur un niveau de prix moyen (*Infos rapides Concombre, novembre 2012*). Pour la courgette, le niveau de prix d'octobre ne sauve pas la campagne 2012, l'indicateur de chiffre d'affaires pour la France étant de 14 % inférieur à une année moyenne en octobre (*Infos rapides Courgette, novembre 2012*).

En 2012, la récolte viticole française, d'environ 40 millions d'hectolitres, serait exceptionnellement basse. Se sont conjugués l'effet conjoncturel de rendements aussi faibles que ceux de 2008 et la baisse tendancielle des surfaces sur longue période résultant des arrachages. En termes de commercialisation, la nouvelle campagne 2012/2013 démarre de façon dynamique tant sur le marché intérieur que sur les marchés à l'exportation qui sont florissants pour la troisième année consécutive. La hausse des prix du début de campagne est notamment soutenue par l'importance des volumes exportés de vins d'appellation qui continuent d'augmenter, surtout vers les pays tiers (*En 2012, les prix des vins sont tirés à la hausse par les marchés à l'exportation, Viticulture n° 2012/197, décembre 2012*).

Pour les animaux de boucherie, la hausse des prix à la production par rapport à 2011 est moins forte en octo-

bre que les mois précédents, mais ils restent toutefois nettement plus élevés que les prix moyens 2007-2011. Pour les gros bovins, la hausse ralentit. Les prix des jeunes bovins se stabilisent au lieu de marquer leur hausse saisonnière, de même que ceux des veaux. La hausse s'atténue pour les vaches de type R, les prix des vaches laitières étant en baisse. La hausse des abattages de vaches en octobre a pesé sur les cours. Pour les ovins, la fête de l'Aïd a stimulé les prix, la hausse décélérant fin octobre. En septembre, les productions de bovins et de porcins ont été plus faibles qu'en 2011, contrairement à celle des ovins (*Infos rapides Animaux de boucherie, novembre 2012*). Pour les porcins, la hausse des prix sur un an atteint au contraire + 20 %, après un niveau record en septembre, dans un contexte d'offre réduite et de forte demande du porc européen par les pays tiers (*Un marché du porc européen conditionné par les exportations, Animaux de boucherie n° 2012/198, décembre 2012*). Concernant les volailles, la production a été stable par rapport à 2011 au cours des trois premiers trimestres. En octobre, le volume des abattages de volailles baisse encore. L'avance des prix sur ceux de 2011 est plus importante en octobre que les mois précédents (*Infos rapides Aviculture, décembre 2012*).

Concernant les produits animaux, la hausse du prix des œufs est toujours très soutenue. La production d'œufs de début 2013 devrait se rapprocher de son niveau de début 2011, avant la réduction de production liée à la nor-

malisation des cages. En septembre, les mises en place de poulettes continuent d'augmenter au même rythme que depuis quelques mois. Le prix de l'œuf à la production repart à la hausse en septembre-octobre 2012.

En septembre, le prix du lait de vache a reculé par rapport à celui de 2011 (- 10 %), retrouvant le prix moyen 2007-2011. En octobre 2012, la collecte de lait de vache est inférieure de 4 % à celle d'octobre 2011. La baisse de la collecte amorcée depuis l'été s'atténue. Malgré la baisse de la collecte, les fabrications et les exportations des principaux produits laitiers sont très dynamiques en octobre. Selon les premières estimations de FranceAgriMer, la collecte serait encore en retrait en novembre 2012 (*Infos rapides Lait, décembre 2012*).

En octobre 2012, l'excédent des échanges agroalimentaires français augmente à la fois avec l'Union européenne du fait des produits bruts, et avec les pays tiers du fait des produits transformés. L'excédent en produits agricoles bruts augmente car les exportations de produits végétaux, notamment celles de blé tendre, bénéficient de la hausse des prix. L'excédent des échanges de produits transformés repart à la hausse, la plupart des exportations de produits transformés augmentant. Les ventes de vins et d'alcools à l'Union européenne et aux pays tiers restent le principal moteur de la croissance des exportations. La progression des importations en provenance de l'UE est aussi vive (*Infos rapides Commerce extérieur agroalimentaire, décembre 2012*).

Christine Deroin

# Sommaire des synthèses

## Synthèses

Pour la campagne 2012/2013, les cours du maïs s'élèvent à des niveaux jamais atteints

*Céréales et oléagineux*

5 A. Renaud

En 2012, les prix des vins sont tirés à la hausse par les marchés à l'exportation

*Viticulture*

11 L. Bernadette

Un marché du porc européen conditionné par les exportations

*Animaux de boucherie*

17 C. Pendariès

## Organismes et abréviations

23

## Pour en savoir plus

25

## Liste des Infos rapides parues

*Animaux de boucherie, n° 10/11, novembre 2012*

M.A. Lapuyade, C. Pendariès

*Aviculture, n° 11/11, décembre 2012*

C. Pendariès

*Carotte, n° 4/6, décembre 2012*

J. Fressignac

*Chicorée, n° 3/5, décembre 2012*

J. Fressignac

*Chou-fleur, n° 3/6, novembre 2012*

J. Fressignac

*Climatologie, n° 12/12, décembre 2012*

J. Gabrysiak

*Commerce extérieur agroalimentaire, n° 12/12, décembre 2012*

G. Wemelbeke

*Concombre, n° 5/5, novembre 2012*

J. Fressignac

*Courgette, n° 4/4, novembre 2012*

J. Fressignac

*Endive, n° 2/5, novembre 2012*

J. Fressignac

*Grandes cultures et fourrages, n° 10/10, décembre 2012*

A. Renaud

*Lait, n° 12/12, décembre 2012*

S. Cazeneuve

*Laitue, n° 3/6, décembre 2012*

J. Fressignac

*Moyens de production, n° 10/10, décembre 2012*

A. Viguiier

*Poire, n° 4/4, novembre 2012*

L. Bernadette

*Poireau, n° 3/5, novembre 2012*

J. Fressignac

*Pomme, n° 6/6, novembre 2012*

L. Bernadette

*Prix agricoles et alimentaires, n° 10/10, décembre 2012*

C. Deroin

*Stocks Pomme-Poire, n° 2/10, novembre 2012*

L. Bernadette

*Tomate, n° 6/6, novembre 2012*

J. Fressignac

*Viticulture, n° 5/5, novembre 2012*

L. Bernadette

Les Infos rapides sont disponibles dans « Conjoncture » sur [www.agreste.agriculture.gouv.fr](http://www.agreste.agriculture.gouv.fr)

Les principales séries mensuelles sont disponibles dans le Bulletin, et les données détaillées dans les Données en ligne du site Agreste.

# PRODUCTIONS VÉGÉTALES - Grandes cultures

Synthèses Céréales et oléagineux décembre n° 2012/196

[Retour éditorial](#)

## Pour la campagne 2012/2013, les cours du maïs s'élèvent à des niveaux jamais atteints

***En novembre, les cours des céréales et des oléagineux se consolident après avoir atteint des sommets au cours de l'été et baissé en septembre/octobre. Durant l'été 2012, les marchés des grandes cultures ont flambé, très réactifs aux annonces de baisse de récolte en maïs et soja aux États-Unis, et en blé tendre dans les pays de la mer Noire. Les cours du maïs ont dépassé leurs records des campagnes 2007/2008 et 2010/2011. Entre septembre et octobre, les cours se sont repliés avec l'arrivée sur le marché des disponibilités apportées par les nouvelles récoltes et l'annonce de prévisions de production satisfaisantes en Amérique du Sud. En novembre, les cours sud-américains et européens du maïs accusent un net rebond en lien avec la perturbation des semis par les pluies en Argentine, et la récolte réduite dans l'Union européenne. En outre, les besoins d'importation communautaires atteindraient un haut niveau en 2012/2013, ces volumes étant surtout destinés à l'alimentation animale. En France, les exportations de maïs et blé tendre pourraient être dynamiques sur la seconde partie de campagne. Ce regain d'intérêt est observé dès le mois d'octobre pour le blé tendre, essentiellement à destination des pays tiers.***

### **Fermeté des cours du maïs en lien avec un bilan tendu au niveau mondial...**

De juillet à novembre 2012, les cours des céréales, et en particulier ceux du maïs, sont en moyenne bien au-dessus des cotations du début de campagne précédent. La cotation du maïs, en rendu Bordeaux ou aux États-Unis (Yellow Corn golfe du Mexique), a gagné 25 %. Les bilans mondiaux serrés, notamment celui du maïs impacté par la petite récolte aux États-Unis, ont provoqué la flambée des prix durant l'été. Le dynamisme des cours s'est

accentué avec les révisions successives à la baisse des récoltes américaines de maïs et soja. Les cours du maïs, qui s'étaient nettement repliés en septembre/octobre avec l'arrivée saisonnière de nouvelles disponibilités et de bonnes perspectives de récolte dans l'hémisphère Sud, se reprennent début novembre. En moyenne au cours de ce mois, ils s'établissent en France comme aux États-Unis à 252 €/t.

Ces prix fermes sont entretenus par les conditions climatiques difficiles dans l'hémisphère Sud, notamment une

période très humide en Argentine qui retarde les semis de maïs et profite au soja qui se plante habituellement plus tard. Par ailleurs, malgré la révision à la hausse de la récolte nord-américaine, le bilan mondial reste tendu. Par rapport à la campagne 2011/2012, la récolte mondiale perd 5 % pour s'établir à 830 Mt selon le Conseil International des Céréales (CIC). Ces disponibilités réduites, combinées aux prix élevés, entraîneraient le premier repli depuis plus de dix ans de la consommation mondiale de maïs (- 3 % par rapport à 2011). Malgré cette baisse de la consommation, les

stocks chez les principaux exportateurs chutent du quart.

**... et dans l'Union européenne**

Durant l'été 2012, le cours du maïs rendu Bordeaux a atteint des sommets, mais tout en restant plus bas que son homologue américain le maïs US Yellow corn golfe du Mexique. Au cours des mois de juillet et août, le maïs français se place à 240 €/t, contre 269 €/t pour le maïs américain. Entre juin et juillet, le maïs américain s'était envolé de 53 €/t, alors que le maïs français avait gagné moins de 20 €/t. La faiblesse de la récolte de maïs aux États-Unis, et ses révisions à la baisse au cours de l'été ont attisé les cours locaux, et la répercussion sur les cotations françaises a été plus amortie. En revanche, après la chute des cours de septembre/octobre, le prix du maïs français remonte nettement et atteint en novembre le prix du Yellow Corn (252 €/t).

En parallèle, la récolte européenne de maïs est évaluée par la Commission européenne à 55,6 millions de tonnes en 2012, soit 20 % de moins que

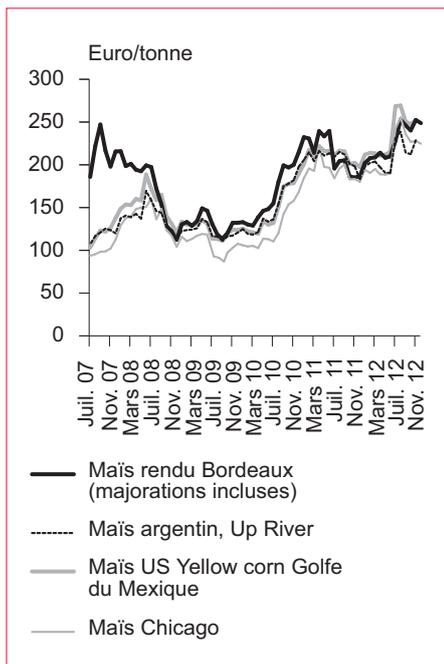
l'abondante récolte 2011. Elle se place 6 % en dessous de la moyenne des cinq dernières campagnes. La production chute en Europe Centrale et de l'Est, fortement pénalisée par la canicule : par rapport à la récolte moyenne, la récolte baisse de 33 % en Roumanie et de 43 % en Hongrie. En Bulgarie, elle est au contraire supérieure à la récolte moyenne, à cause de la récolte exceptionnellement faible de 2007. Le niveau global de production en maïs de l'Union européenne a augmenté au cours de la dernière décennie avec l'adhésion de ces pays, en 2004 pour la Hongrie, et en 2007 pour la Roumanie et la Bulgarie. Au cours des années 2007 à 2011, leur production a atteint en moyenne 17 Mt, soit 28 % du total de l'Union européenne. Toutefois leur approvisionnement du marché européen fluctue beaucoup selon les campagnes : les récoltes de ces pays sont généralement soumises à de fortes variabilités. Les chutes de production liées à des accidents climatiques y sont très marquées, comme en 2007 (- 57 % par rapport à la moyenne 2002-2006) et 2012 (- 33 % par rapport à la moyenne 2007-2011).

Pour les autres principaux producteurs – France, Italie, Allemagne, Espagne, Pologne – les récoltes sont moins soumises à variations. Leur production recule globalement en 2012 par rapport à 2011, mais dans des proportions moindres. En France, la récolte se situe à 15,2 Mt, correspondant au niveau de la moyenne quinquennale. En raison de cette baisse de production, les stocks européens de fin de campagne se replieraient à leur plus bas niveau depuis cinq campagnes, à 11,4 Mt, soit 28 % de moins que l'an dernier et 25 % de moins que la moyenne quinquennale.

**De nombreux échanges de maïs au sein de l'Union européenne...**

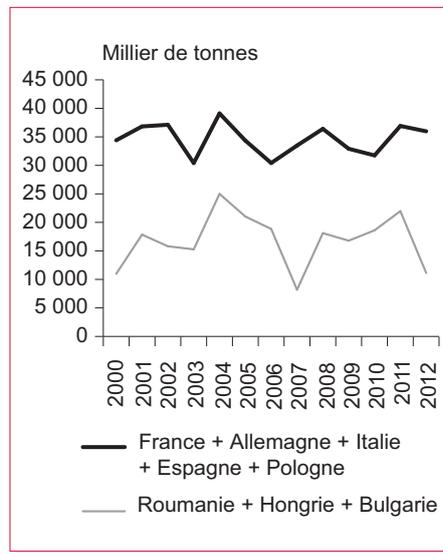
Le commerce intra-communautaire de maïs est dynamique : sur 15,7 millions de tonnes exportées en moyenne pour chaque campagne par l'Union européenne, environ 14 millions de tonnes sont échangées au sein de l'Union européenne. Les principaux exportateurs sont la France, la Hongrie, et la Roumanie.

**En novembre, rebond des cours sud-américain et européen du maïs**



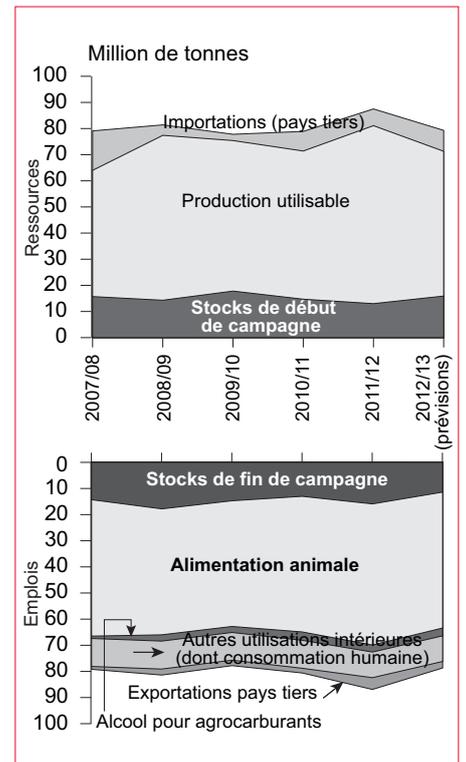
Source : La Dépêche

**La production de maïs dans l'Est de l'Union européenne est soumise à de fortes variations interannuelles**



Sources : Eurostat, Commission européenne pour années 2010 à 2012

**La plupart des ressources européenne en maïs est destinée à l'alimentation animale**



Source : Commission européenne, novembre 2012

La France expédie 95% de ses volumes exportés sur le marché commu-

nautaire. Son client privilégié est l'Espagne (31 % du volume total

exporté au cours des cinq dernières campagnes), en raison de sa proximité.

## Une situation toujours tendue pour le blé tendre

### Prix hauts et bilan mondial serré

De juillet à novembre 2012, les cours du blé tendre dépassent largement ceux du début de campagne 2011/2012 : de 34 % pour le blé tendre French Channel Wheat et de 39 % pour le blé américain Soft Red Winter. En novembre, les cours, qui avaient peu diminué en septembre/octobre contrairement aux prix du maïs, repartent à la hausse. L'origine française – FCW, majorations mensuelles incluses – se place à 274 €/t en moyenne au cours de ce mois, et l'origine nord-américaine à 270 €/t.

Les récoltes baissent dans les pays de la mer Noire, réduisant le disponible exportable. Cette baisse provoque également des craintes d'embargos sur les exportations, bien qu'à chaque fois démenties, tandis que les exportations de cette provenance sont dynamiques sur la première partie de campagne. De plus, le bilan mondial est serré avec une baisse de 6 % de la production. Les stocks de fin de campagne chez les principaux exportateurs s'effondreraient à 50 Mt, soit 30 % de moins qu'en fin de campagne précédente.

### Vers un haut niveau d'exportations françaises

Les cours du blé français à l'exportation sont équivalents aux cours du blé américain SRW. Les exportations sont prévues à un niveau élevé par FranceAgriMer, et surtout vers les pays tiers (10 Mt, soit + 17 %), contre 7,3 Mt vers l'Union européenne (soit - 3 %). Un regain de dynamisme est attendu sur la seconde partie de campagne, alors que les disponibilités seront moindres en provenance

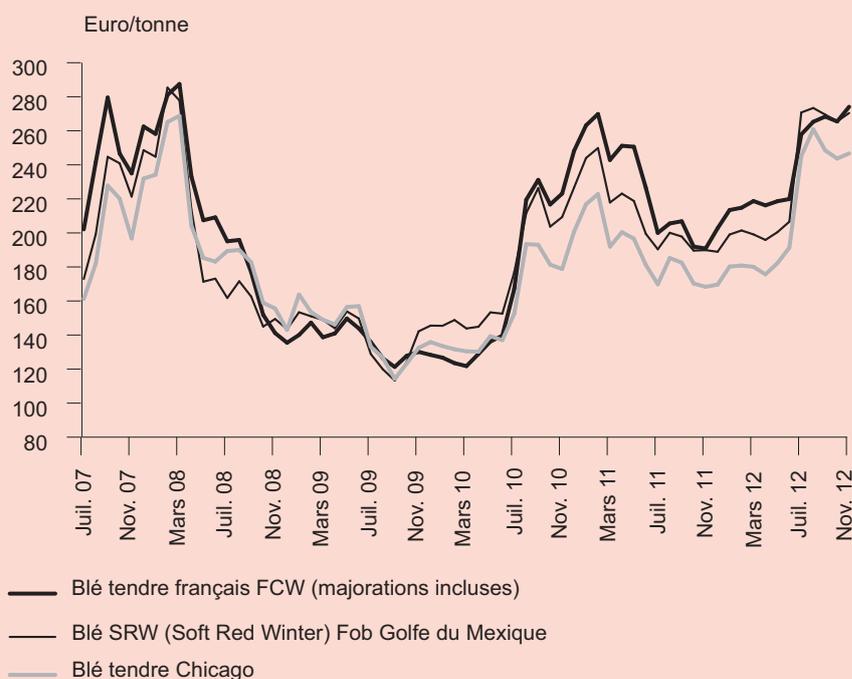
de la mer Noire. Le CIC prévoit des exportations russes à hauteur de 10 Mt sur l'ensemble de la campagne, contre 22 Mt l'an dernier et 4 Mt lors de la sécheresse exceptionnelle de 2010 qui avait conduit à un embargo. En parallèle, mi-novembre, le ministère russe de l'agriculture a relevé sa prévision d'exportation de céréales à 15,5 Mt maximum (contre 10 à 14 millions précédemment) ; 11 Mt auraient déjà été exportées à cette date.

De juillet à octobre 2012, la France a exporté 4,9 Mt de blé tendre, dont 2,1 Mt à destination de l'UE (- 15 %) et 2,8 Mt vers les pays tiers (- 15 %). En octobre, les envois vers les pays tiers connaissent un net regain de dynamisme, dépassant de 54 % leur niveau d'octobre 2011 et de 24 % le

niveau moyen d'octobre au cours des cinq dernières campagnes. La hausse s'explique pour plus de la moitié par des ventes élevées à destination du Maroc (249 Mt contre 33 en octobre 2011), dont les besoins d'importation augmentent en raison de récoltes en recul, pénalisées par la sécheresse. Les expéditions vers l'Algérie demeurent en octobre à un niveau équivalent à l'an dernier, autour de 370 Mt.

Après vingt-deux semaines de campagne, soit fin novembre, les certificats à l'exportation de blé tendre délivrés pour la France, concernant les expéditions vers pays tiers uniquement, sont stables par rapport au début de campagne passé.

Consolidation des cours du blé tendre après le repli en septembre et octobre 2012



Source : La Dépêche

géographique, suivi par les Pays-Bas (22 %), la Belgique (10 %), le Royaume-Uni et l'Allemagne (8 %), l'Italie et le Portugal. La Hongrie expédie 97 % des volumes vers l'Union européenne – Italie (27 %), Pays Bas (14 %), Allemagne (11 %) – mais approvisionne aussi ses voisins, les pays du Centre-Est de l'Europe – Autriche (8 %), Roumanie (16 %), Slovaquie, Pologne et Slovénie –. Contrairement à la France et la Hongrie, la Roumanie exporte autant vers les pays tiers (7 % vers la Syrie de même que vers l'Égypte, 8 % vers la Turquie, 17 % vers la Corée du Sud) que vers l'UE (15 % vers l'Espagne, 4 % vers les Pays-Bas, 5 % vers la Hongrie, 4 % vers l'Italie), et ceci en partie grâce à son accès à la mer Noire.

L'Espagne est le principal importateur européen de maïs, avec 5 Mt en moyenne par campagne dont 45 % en provenance de l'Union européenne. Suivent la Pologne avec 3,5 Mt et l'Italie avec 2,3 Mt, les volumes importés par ces pays venant pour plus des trois quarts de l'UE. Le Portugal importe 1,6 Mt, la Belgique et le Royaume-Uni 1 Mt.

### ... pour satisfaire les besoins de l'alimentation animale

L'alimentation animale représente la principale utilisation de maïs dans l'Union européenne. Au cours des cinq dernières campagnes, 51 Mt y ont été consacrées en moyenne, soit 63 % des ressources disponibles – Production + Importations + Stocks de début de campagne. Les pays les plus gros consommateurs sont l'Italie (11 Mt en 2008), l'Espagne (8 Mt), la France (7 Mt), la Roumanie (5 Mt), et l'Allemagne (4 Mt).

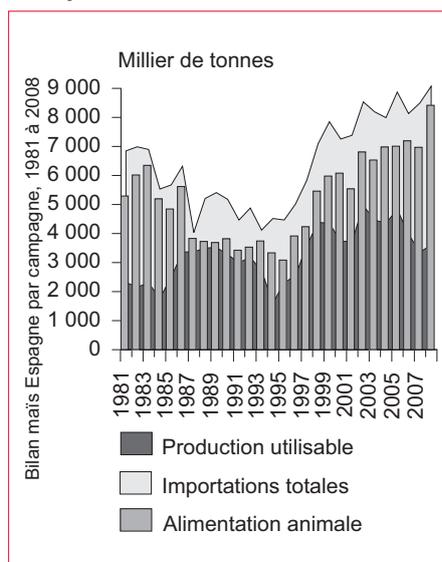
À l'inverse, une très faible part des ressources européennes en maïs est destinée aux agrocarburants : avec 2,3 Mt en moyenne au cours de la période 2007-2011, ceux-ci représentent 4 % des utilisations intérieures de maïs, soit 2,8 % du total des ressources. Pour

comparaison, aux États-Unis, 38 % des ressources seraient utilisés en 2012 pour la production d'éthanol et de ses co-produits.

### Hausse des importations communautaires de maïs pour la campagne 2012/2013

L'Union européenne est importateur net de maïs, en provenance des pays tiers. De 2007 à 2011, alors que 2,4 Mt ont été exportés pour chaque campagne vers les pays tiers, 7 Mt ont été importés. L'Espagne concentre 40 % de ces importations en provenance des pays tiers, suivie par le Portugal (15 %) et les Pays-Bas (11 %). La France n'en représente que 2 %. Les importations depuis les pays tiers proviennent surtout du Brésil et de l'Argentine. Pour la campagne 2012/2013, les importations de maïs atteindraient 8 Mt selon la Commission européenne, soit un quart de plus que la campagne précédente et 13 % au-dessus de la moyenne. Le CIC les annonce même à 10 Mt. Ces besoins croissants d'importations contribuent au soutien des cours européens du maïs. Toutefois, la récente autorisation dans l'Union européenne de l'importation de maïs génétiquement modifié MIR 162 pourrait faciliter

### L'Espagne, premier importateur européen de maïs



Source : Eurostat

l'approvisionnement de l'Union européenne en maïs – notamment pour les fourrages – en particulier depuis le Brésil, ce qui pourrait contribuer à contenir les prix.

### Situation plus confortable pour la France

La situation du maïs français serait plus confortable que sur le marché européen : les exportations françaises vers l'Union européenne, qui constituent plus de 90 % du volume total, pour l'ensemble de la campagne sont prévues par FranceAgriMer à un niveau supérieur de 4 % au-dessus de l'an dernier. Le tiers est envoyé vers l'Espagne, le quart vers les Pays-Bas.

Au cours des vingt-deux premières semaines de campagne, les certificats à l'exportation de maïs délivrés pour la France, comptabilisés fin novembre et concernant uniquement les exportations vers les pays tiers, sont en baisse de 35 % par rapport au début de campagne 2011/2012.

Après quatre mois de campagne de commercialisation, les exportations françaises de maïs atteignent 1,9 Mt, dont 95 % à destination de l'Union européenne. Elles se replient de 13 % par rapport au niveau élevé du début de campagne précédent, mais demeurent dans la moyenne des cinq dernières campagnes.

Selon l'Association générale des producteurs de maïs (AGPM), la France est concurrencée au niveau mondial par le Brésil et l'Ukraine. Ces deux origines sont plus compétitives que l'origine française : leurs cours se placent en novembre à 229 €/t et 238 €/t, soit 23 €/t et 14 €/t de moins que le maïs français. Toutefois la seconde partie de campagne pourrait être plus dynamique que le début.

Concernant l'ensemble de l'Union européenne, les certificats communautaires à l'exportation de maïs chutent des deux-tiers par rapport au début de campagne précédent.

## Les cours français des oléagineux se maintiennent

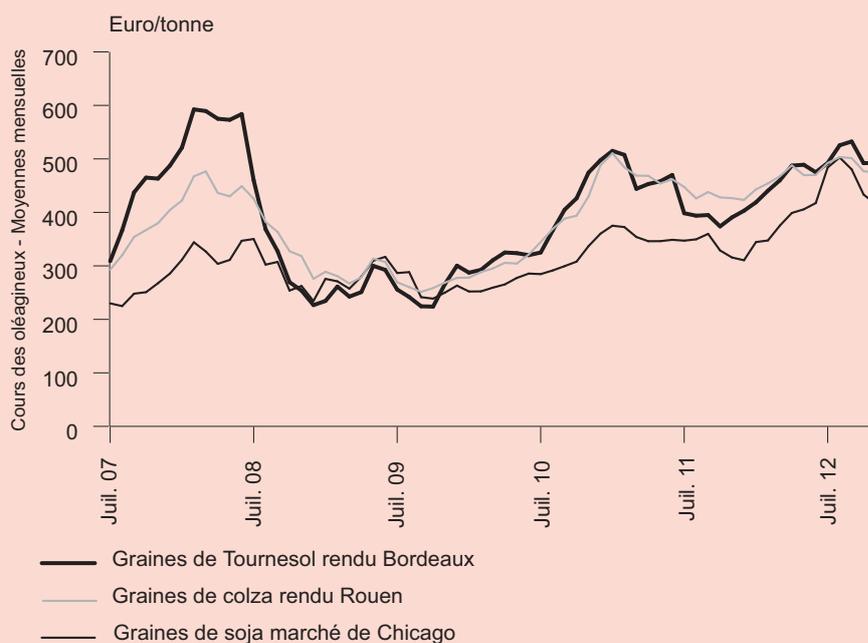
En novembre, les cours du soja ont poursuivi leur repli. Après un pic atteint au mois d'août, ils avaient fortement diminué en septembre et octobre alors que la récolte américaine était révisée à la hausse, et que les récoltes en Amérique du Sud sont annoncées à un niveau record pour la seconde partie de campagne. En novembre, le soja à Chicago est coté 533 \$/t (soit 416 €/t). Il retrouve son niveau de juin 2012 antérieur à la flambée estivale des prix.

Après un repli entre septembre et octobre, les cours français du colza et du tournesol se stabilisent en novembre. Le cours du colza atteint 474 €/t en novembre, en baisse de 3 €/t par rapport à octobre. Il dépasse de 11 % son niveau de novembre 2011. En moyenne sur les cinq premiers mois de campagne, il s'établit à 490 €/t, soit 13 % de plus qu'au début de la campagne 2011/2012. Le prix du tournesol reste plus ferme, demeurant en novembre à son niveau d'octobre, c'est-à-dire 493 €/t, soit 26 % de plus qu'en novembre 2011. Après cinq mois de campagne 2012/2013, son cours

dépasse de 30 % son prix de début de campagne 2011/2012. En parallèle, la récolte européenne de tournesol recule de 2 Mt (- 22 %) par rapport au niveau élevé de 2011. Elle

perd 640 Mt en Roumanie (- 34 %), 470 Mt en Espagne (- 43 %), 260 Mt en France (- 14 %) et 100 Mt en Hongrie (- 7 %).

### Novembre 2012 : stabilisation des cours français du colza et du tournesol après le repli de septembre/octobre



Sources : La Dépêche, Insee

### Sources et définitions

- Les données françaises de la conjoncture Grandes cultures sont des données annuelles établies par le Service de la statistique et de la prospective. Les estimations de surfaces et de rendement sont fournies par les services déconcentrés de la statistique agricole en fonction de l'avancement du calendrier agricole. Elles sont établies à dire d'experts et à partir des premiers résultats des enquêtes objectives sur l'utilisation du territoire (observation directe de 320 000 points) et les rendements (interrogation de 13 000 exploitants sur les rendements moyens constatés après récolte).
- Les données européennes de production proviennent de l'organisme statistique européen : [www.epp.eurostat.ec.europa.eu](http://www.epp.eurostat.ec.europa.eu), du bulletin MARS édité par la Commission européenne : <http://mars.jrc.it/mars/Bulletins-Publications>, ou de la Commission Européenne/DG-Agri.
- Les cotations mondiales (hors Chicago) et les bilans français provisoires (2011/2012) et prévisionnels (2012/2013) sont fournis par FranceAgriMer.
- Les bilans mondiaux sont établis par le Conseil international des céréales et l'USDA : [www.igc.org.uk](http://www.igc.org.uk) et [www.usda.gov/oce/commodity/wasde/index.htm](http://www.usda.gov/oce/commodity/wasde/index.htm) Les données historiques depuis 1960 sont issues de la base de données de l'USDA : <http://www.fas.usda.gov/psdonline/psdQuery.aspx>
- Les cotations françaises et à Chicago sont reprises de l'hebdomadaire La Dépêche/Le Petit Meunier.
- French Channel Wheat (FCW) : cotation internationale du blé français fournie par FranceAgriMer, incluant les majorations mensuelles et les coûts de mise à fob. Elle concerne les sorties de blé assurées par les ports de la Manche et de la mer du Nord, soit 80 % des exportations françaises sur pays tiers et 15 % des ventes sur l'Union européenne. Elle assure la comparabilité avec les cotations internationales d'autres origines.
- Cotation majoration mensuelles incluses : obtenue en ajoutant au prix de base de juillet la valeur des majorations mensuelles entre le 31 juillet et la date de livraison. La majoration commerciale mensuelle appliquée s'élève à 0,93 €/tonne/mois, et tient compte notamment du coût de stockage de la marchandise.

### Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - Beyond » : <http://agreste.maapar.lbn.fr/> puis « Conjoncture agricole - Grandes cultures et fourrages » pour les séries chiffrées de conjoncture
- dans « Données en ligne - Disar », rubrique « Conjoncture végétale - conjoncture grandes cultures » pour les séries chiffrées du commerce extérieur
- dans la rubrique « Conjoncture - Grandes cultures et fourrages » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « Semis d'hiver : hausse en blé tendre et orge, baisse pour le colza », Infos rapides Grandes cultures et fourrages n° 10/10, décembre 2012
- « Une bonne année pour les céréales à paille et le colza », Infos rapides Grandes cultures et fourrages n° 9/10, novembre 2012
- « Oléagineux : vers un marché durablement tendu ? », Synthèses Conjoncture Grandes cultures n° 2012/190, octobre 2012
- « Céréales : la faible récolte américaine de maïs fait flamber les cours », Synthèses Conjoncture Grandes cultures n° 2012/186, septembre 2012

## Retour éditorial

### En 2012, les prix des vins sont tirés à la hausse par les marchés à l'exportation

***En 2012, la récolte viticole française, estimée à 40,7 millions d'hectolitres, est historiquement basse. Le démarrage de la campagne de commercialisation 2012/2013 est dynamique sur le marché intérieur, en même temps que le commerce extérieur bénéficie pour la troisième année consécutive d'une embellie. Les volumes exportés de vins d'appellation d'origine protégée progressent encore, surtout vers les pays tiers. En début de campagne, les prix augmentent pour la plupart des vins par rapport à 2011.***

#### Disponibilités en baisse pour la campagne 2012/2013, dues à une faible récolte 2012

Selon les prévisions au 1<sup>er</sup> novembre 2012 du Service de la statistique et de la prospective (SSP), la récolte française de vins s'élèverait à 40,7 millions d'hectolitres pour la campagne 2012/2013. Elle devrait être historiquement basse, très inférieure à la récolte abondante 2011 (- 20 %) et à la moyenne des cinq dernières années (- 12 %). La campagne 2012 a été marquée par du gel, une floraison difficile, une recrudescence de maladies fongiques, puis une canicule et sécheresse en fin d'été. En particulier, la production en vins d'appellation d'origine protégée (AOP) serait inférieure à celle de l'an passé de 15 %. La production des vins à indication géographique protégée (IGP) diminuerait de 19 % par rapport à l'année dernière et celui des autres vins – hors eaux-de-vie – de 45 %.

Selon l'Organisation internationale de la vigne et du vin (OIV), la production de l'Union européenne fléchirait de 9 % comparée à 2011, à un niveau historiquement bas de 141,2 millions d'hectolitres. Les récoltes des principaux pays européens, hors jus et moûts, se replieraient, de 6 % pour l'Espagne à 31,5 millions d'hl et de 3 % pour l'Italie à 40,5 millions d'hl. Pour celle-ci, le niveau de récolte avait déjà été très faible en 2011. Cette baisse de la production au niveau européen s'explique avant tout par les conditions météorologiques défavorables en 2012, sécheresse au sud et floraison difficile dans la partie nord du continent européen. Dans une moindre mesure, elle pourrait être liée à une réduction des superficies en production observée depuis quelques années, et ce malgré la fin depuis 2010/2011 du programme de primes à l'arrachage, dans le cadre de l'Organisation commune de marché vitivinicole. Au niveau mondial, selon l'OIV, la production 2012 pourrait

reculer sur un an en moyenne de 6 %, se situant entre 243 et 253 millions d'hectolitres hors jus et moûts. Ce repli est imputable en grande partie à la baisse des productions européennes.

D'après les données des douanes, les stocks français de vins à la propriété pour le début de campagne 2012/2013

#### Estimation de récolte de vins au 1<sup>er</sup> novembre 2012

Catégories de vins	2012	2012/2011 (%)
Vins AOP	19 373	- 15
Vins pour eaux-de-vie	6 976	- 20
Vins IGP	11 468	- 19
Autres vins (dont vins sans IG)	2 888	- 45
<b>Total Vins</b>	<b>40 706</b>	<b>- 20</b>

Sources : Agreste, DGDDI (Douanes)

s'élèvent à près de 34,7 millions d'hectolitres, en hausse de 6 % sur ceux de 2011, année de récolte abondante. Ils sont orientés à la hausse pour les vins IGP et surtout sans IG (+ 42 % à 2,5 millions d'hl depuis leur très bas niveau de 2011/2012, à 1,8 millions d'hl). Cette augmentation des stocks est largement compensée par la faiblesse de la récolte 2012. Au final, les disponibilités – Production + Stocks – en début de campagne 2012/2013, estimées à 68,5 millions d'hl, sont inférieures de 9 % à celles de la campagne précédente, tous vins confondus.

### Ventes en vrac en hausse pour les vins IGP et sans IG

Le début de campagne est dynamique. Les volumes des transactions de vins en vrac IGP progressent fortement sur un an, d'après les données collectées par FranceAgriMer. Au cumul des 17 premières semaines de campagne 2012/2013, les échanges de vins IGP rouges-rosés et blancs augmenteraient de respectivement 51 % et 117 % par rapport à la campagne précédente, qui

avait été particulièrement lente à se mettre en place pour cette catégorie de vins. Ce sont surtout les vins IGP avec mention de cépage qui portent cette hausse.

De même, les volumes échangés des vins sans IG progressent sur les 17 premières semaines de campagne 2012/2013 par rapport à 2011 (+ 28 %). Toutefois, cette hausse n'est pas uniforme puisque la catégorie des vins sans IG avec mention de cépage enregistre une demande faible, en recul important par rapport à 2011 (- 49 %). C'est la deuxième année de hausse consécutive pour les vins sans IG, confirmant l'attractivité de ce marché. La récolte élevée de 2011 est la première explication à cette hausse. Il est probable également que les perspectives d'une récolte 2012 réduite ont incité les opérateurs à s'approvisionner dans cette catégorie.

### Hausse continue des exportations depuis trois ans

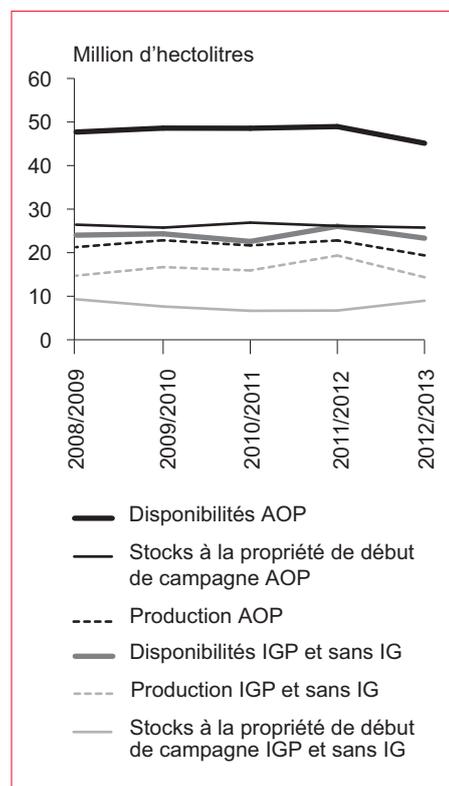
De janvier à septembre 2012, les exportations de vins augmentent par rapport à 2011 de 6 % en volume et de 11 % en valeur. Il s'agit de la troisième année de hausse consécutive des exportations. Ce sont toujours les pays tiers qui assurent l'essentiel de cette croissance (+ 16 % en volume sur un an) alors que les volumes vers l'Union européenne sont stables.

Sur les neuf premiers mois de campagne, la hausse se poursuit pour les vins tranquilles AOP, en volume (+ 6 %) et surtout en valeur (+ 17 %). Ces vins bénéficient d'une reprise, confirmée pour la troisième année consécutive. Leurs exportations progressent encore à destination des pays tiers sur un an, mais à un rythme moins soutenu que lors de la campagne précédente (+ 15 % en volume et + 13 % en valeur). Elles continuent leur reprise vers les États-Unis après la crise économique et se développent vers l'Asie, notamment au Japon (+ 29 % en volume) ou pour l'ensemble « Chine - Hong Kong - Singapour - Taiwan » (+ 24 % en volume). Cette zone devient en 2012 notre premier partenaire à l'exportation pour les vins AOP, à 626 000 hl. Les évolutions des

niveaux d'exportation de ces vins après la crise sont très contrastées selon la destination : vers les pays tiers, les volumes de 2007 antérieurs à la crise sont largement dépassés en 2012 (+ 51 %), alors qu'ils ne sont pas atteints en 2011 pour les expéditions vers l'UE (- 19 %). Les débouchés pour les exportations ont donc évolué ces dernières années : les vins tranquilles AOP trouvent de plus en plus de débouchés vers les pays tiers que vers l'UE.

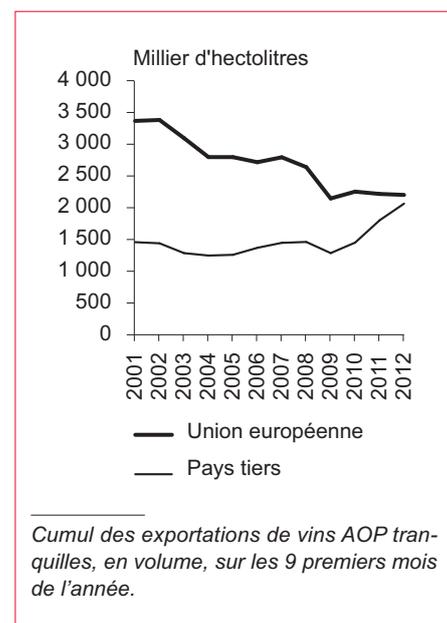
La situation est différente pour le champagne qui enregistre un recul des ventes (- 3 %), compensé néanmoins par une augmentation en valeur (+ 5 %). Ce recul global des ventes est expliqué par une baisse sensible de 11 % à destination des pays de l'UE alors que les exportations vers les pays tiers augmentent encore de 6 % sur un an et dépassent de 15 % leur point haut de 2006. Il est probable que la crise économique qui affecte l'Union européenne impacte ce type de produit.

### Disponibilités en recul, en lien avec la faible récolte 2012



Sources : Agreste, DGDDI (Douanes)

### En 2012, exportations de vins tranquilles AOP vers les pays tiers presque au même niveau que celles vers l'UE

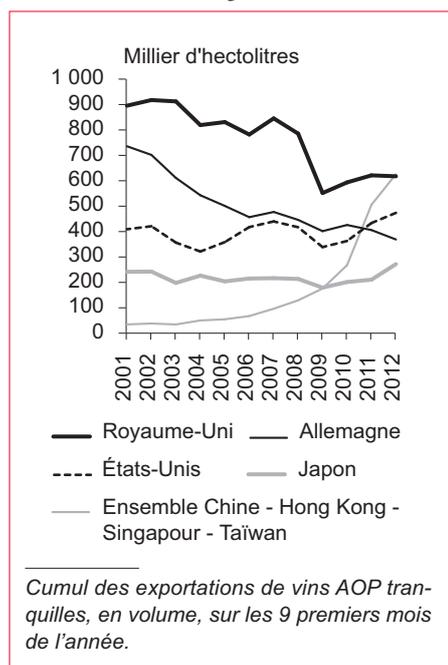


Source : DGDDI (Douanes)

Par ailleurs, les autres vins tranquilles enregistrent aussi une progression de leurs volumes exportés à 5,5 millions d'hl (+ 7 %), mais l'évolution est contrastée entre les vins IGP (- 3 %) et les vins sans IG (+ 21 %). La part des vins sans IG avec mention de cépage atteint 38 % du total des vins sans IG exportés et 9 % de l'ensemble des vins exportés. Les exportations de vins sans IG avec mention de cépage continuent à progresser avec une augmentation sur un an de 28 % en volume, à 967 000 hl et 26 % en valeur.

L'ensemble des vins IGP et IG de cépage progresse de 3 %. La hausse des vins sans IG de cépage est expliquée par une progression vers les pays tiers (+ 50 %), à 201 000 hl. Rappelons que cette catégorie de vins a été créée à l'occasion de la réforme de l'Organisation commune de marché afin d'adapter l'offre communautaire à la concurrence exercée par les vins de cépages du nouveau monde.

### En 2012, l'ensemble « Chine - Hong Kong - Singapour - Taiwan » prend la première place des exportations de vins AOP français



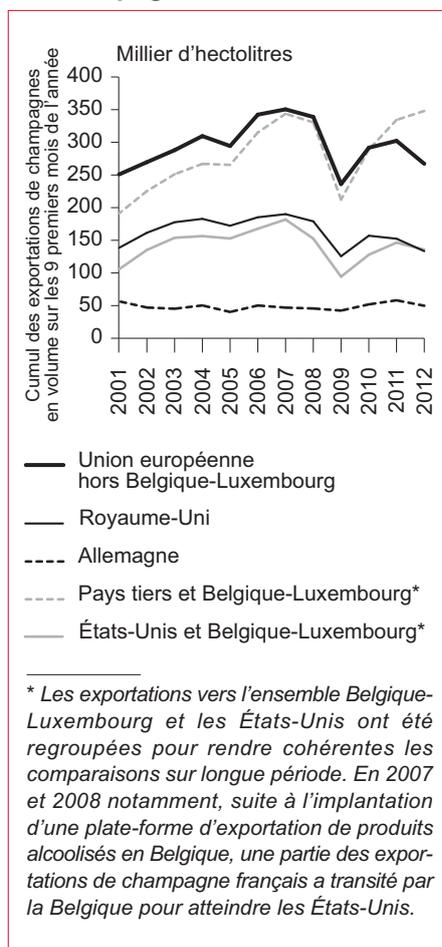
Source : DGDDI (Douanes)

### Prix moyens des vins sans IG et IGP en hausse

Sur les 17 premières semaines de campagne, le prix moyen pondéré par les volumes des vins rouges et rosés hors vins d'appellation progresse de 2 % par rapport à 2011.

Les prix moyens pondérés des vins IGP et sans IG augmentent de respectivement 3 % et 6 %, toutes couleurs confondues. L'évolution est contrastée entre les vins rouges sans IG, stables et les vins blancs sans IG (+ 22 %). Il convient de rappeler que les volumes des vins rouges et rosés sont majoritaires dans l'ensemble des vins. Sur les dernières semaines d'octobre et de novembre 2012, il est constaté un rebond des cours pour toutes les catégories. Cette tendance devra être confirmée dans les prochains mois.

### Recul des exportations de champagne en 2012



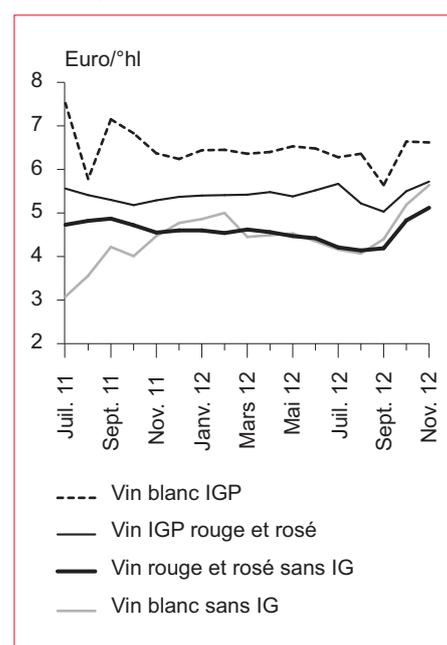
Source : DGDDI (Douanes)

### Vins d'appellation : les prix sont orientés à la hausse en 2012

Pour les vins d'appellation hors champagnes, en lien avec la poursuite de la reprise du commerce extérieur, la campagne 2011/2012 montre une hausse globale des prix, toutes appellations confondues. Elle est de 2 % comparée à la campagne 2010/2011, malgré des baisses de certaines appellations, les Val de Loire, Beaujolais et Alsace. Les appellations des Côtes-du-Rhône et celles du Languedoc progressent le plus, de respectivement + 5 % et + 13 %. Les champagnes progressent eux aussi de 3 % entre ces deux campagnes.

Pour les vins d'appellation hors champagnes et sur les trois premiers mois de campagne, l'indice des prix des produits agricoles à la production (Ippap) augmente de 1 % par rapport à 2011 et de 7 % comparé à l'indice moyen des cinq dernières campagnes. Pour les vins de Bordeaux, l'indice

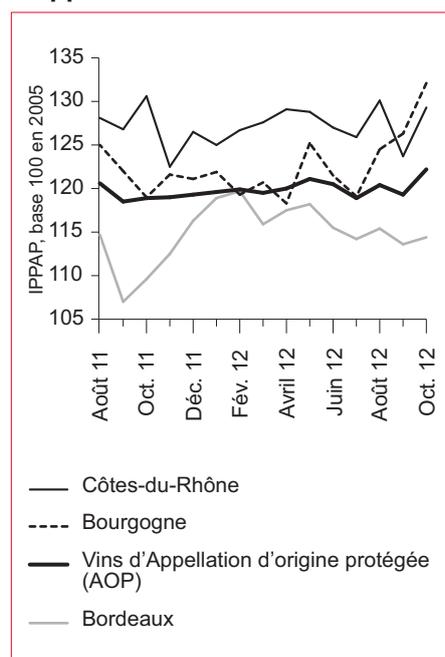
### Rebond des prix en fin de période pour toutes les couleurs de vins sans IG et IGP



Source : FranceAgriMer - Contrats d'achats

progresses de 4 % comparé à 2011 (+ 3 % comparé à l'indice moyen des cinq dernières campagnes). Pour les vins de Bourgogne, l'Ippap progresse tant par rapport à 2011 (+ 5 %) que par rapport à l'indice moyen sur cinq ans (+ 7 %). Pour les Côtes-du-Rhône, l'Ippap diminue légèrement comparé à l'an dernier (- 1 %), tout en se maintenant au-dessus de la moyenne quinquennale (+ 16 %). Les vins AOP du Languedoc enregistrent la plus forte hausse (+ 9 % par rapport à 2011 et + 32 % comparé à l'indice moyen sur cinq ans).

### Prix à la production des vins d'appellation orientés à la hausse



Source : Insee

## Sources

- Les prix et volumes de ventes en vrac des vins sans IG (vins sans indication géographique) et IGP (vins à indication géographique protégée), au niveau de la première commercialisation : données issues des contrats de vins en vrac suivis par FranceAgriMer : [www.franceagrimer.fr/](http://www.franceagrimer.fr/).
- Les données de consommation taxée sont fournies par le bureau F3 des Douanes : [www.douane.gouv.fr/](http://www.douane.gouv.fr/)
- Les données du commerce extérieur français des vins sont fournies par la Direction générale des douanes et droits Indirects (DGDDI).
- Vins tranquilles : tous les vins qui ne sont pas effervescents.

## Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - Conjoncture agricole - Viticulture » pour les séries chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture - Viticulture » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « Une récolte historiquement basse », Infos rapides Viticulture n° 5/5, novembre 2012
- « L'excédent agroalimentaire progresse grâce à une demande soutenue des pays tiers en produits transformés », Synthèses Commerce extérieur agroalimentaire n° 2012/195, octobre 2012
- « Début 2012, les prix des vins se maintiennent », Synthèses Viticulture n° 2012/176, avril 2012
- « Marché viticole : des prix plus élevés qu'en 2010, malgré un certain tassement », Synthèses Viticulture n° 2012/169, janvier 2012

Retour éditorial

## Un marché du porc européen conditionné par les exportations

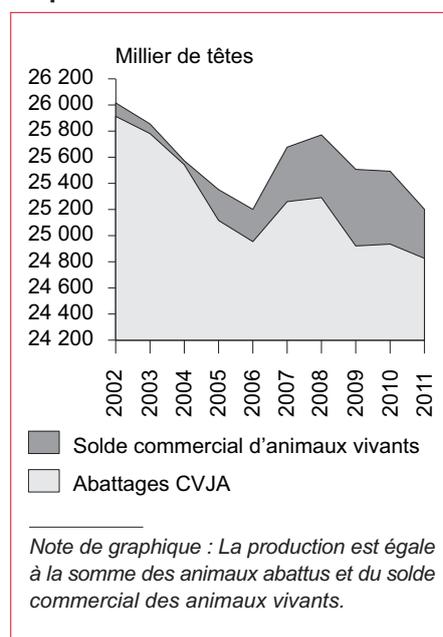
**D**e 2002 à 2011, la production porcine française est en repli. En même temps, les exportations de viande porcine vers les pays tiers augmentent fortement. En septembre 2012, la cotation du porc charcutier est au plus haut, dans un contexte d'offre réduite et de demande vigoureuse à l'exportation, depuis l'Union européenne vers les pays tiers. Le solde commercial français pour la viande porcine est largement positif en volume, mais très déficitaire en valeur. Les importations de préparations et conserves ainsi que des viandes salées, séchées ou fumées, souvent à forte valeur ajoutée, provoquent le déficit de la balance commerciale.

De 2002 à 2011, les abattages de porcs et la production se réduisent en France alors que les abattages progressent dans l'Union européenne

De 2002 à 2011, les abattages français de porcins se réduisent (- 4 % en tête). La production française de porcins recule également (- 3 % en tête), ce recul étant atténué par la forte augmentation des exportations de porcs finis. En même temps, la consommation française de viande porcine baisse également (- 3,6 %, soit près de 1,9 million de tonnes-équivalent-carcasse en 2011).

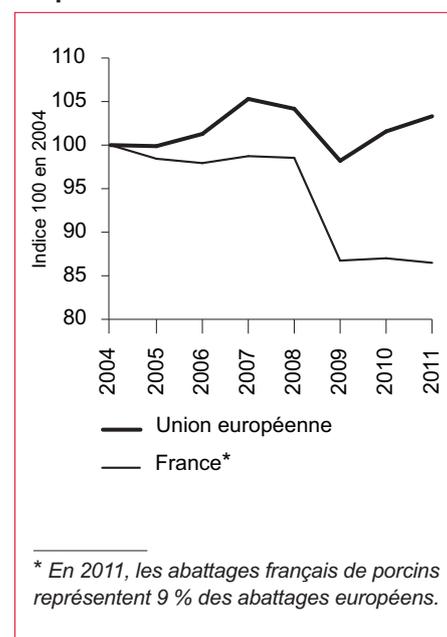
En revanche, au cours de la période 2004 à 2011, les abattages de porcins, équivalents à la production au niveau européen, ont progressé de 3 %. Ils ont atteint leur plus haut niveau en 2007, puis se sont réduits à compter de 2008, et surtout en 2009, à l'occasion de la crise internationale, pour de

De 2002 à 2011, la production se réduit un peu moins que les abattages, écart du à l'augmentation des exportations de porcins vivants



Sources : Agreste, DGDDI (Douanes)

Depuis 2010, les abattages de porcins sont en hausse au sein de l'Union européenne et quasi-stables en France



Source : Eurostat

nouveau progresser au cours des années 2010-2011. Les abattages porcins français représentent près de 9 % de l'ensemble des abattages européens en 2011, contre 11 % en 2004. La situation est contrastée entre les principaux pays producteurs européens de porcins (cf. encadré page 4/6).

### Les envois de viande porcine européenne progressent vers les pays tiers

Les exportations de viande porcine hors préparations de l'Union européenne vers les pays tiers ont progressé de 73 % depuis 2004. Elles représentaient 4 % de la production européenne en 2004 et atteignent 7 % en 2011.

Depuis 2002, les cotations des porcins au sein des principaux pays producteurs européens ont progressé, de façon relativement synchrone. En niveau, les cotations allemandes et espagnoles se distinguent par un cours plus élevé. Pour la plupart des années, les prix porcins sont influencés par la bonne ou mauvaise tenue des expor-

tations européennes de viande porcine vers les pays tiers. Pour exemple, la baisse des cotations entre 2008 et 2009. En 2009, le volume exporté vers pays tiers est inférieur à celui de 2008, année pour laquelle les exportations ont été particulièrement hautes, selon l'Institut français du porc (Ifip), à la suite d'une politique européenne de restitutions. Ces restitutions ayant cessé en 2009, les exportations se sont réduites, la crise économique ayant également freiné la demande internationale. Cette année-là, les cours ont baissé. Depuis cette date, les exportations vers les pays tiers ont repris en raison de la progression de la demande mondiale. En parallèle, les cours des pays européens ont progressé.

### Depuis 2008, le cycle du porc n'est plus aussi régulier

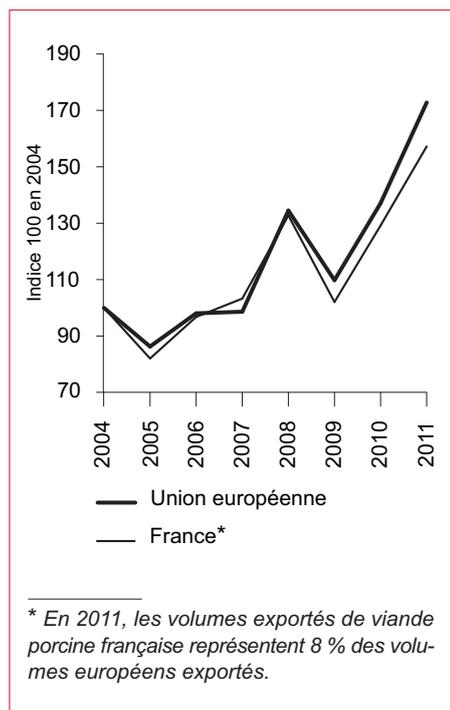
Le marché du porc est peu régulé : le prix du porc charcutier résulte de la confrontation de l'offre et de la demande. Une production faible entraîne une hausse des prix et une augmentation de la rentabilité de la production, pour un coût de production

donné. En conséquence, celle-ci tend à augmenter et donc à faire baisser les prix, ce qui entraînera un nouveau repli de la production.

De 2008 à 2010, le cycle du porc n'est plus aussi régulier, la production et le prix français évoluant globalement dans le même sens (*Vers une disparition du cycle du marché du porc ?*, *Animaux de boucherie n° 2010/116*, juin 2010).

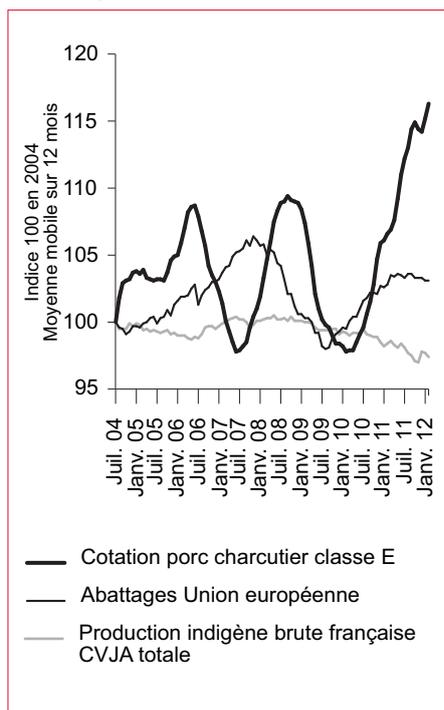
En 2008, plusieurs phénomènes ont perturbé le cycle du porc : la cotation française du porc charcutier et la production française augmentent simultanément. La réduction en parallèle de la production européenne globale peut expliquer la bonne tenue du cours. En 2009, la baisse des productions française et européenne n'a pas entraîné une hausse du prix des porcins en raison notamment d'une faible demande à l'exportation. Selon l'Ifip, « les échanges ont été ralentis en raison de la baisse du pouvoir d'achat et de la difficulté des importateurs à obtenir des crédits et des exportateurs à garantir le paiement de leurs expéditions ».

### Les exportations de viande porcine de la France et de l'Union européenne vers les pays tiers augmentent entre 2005 et 2011



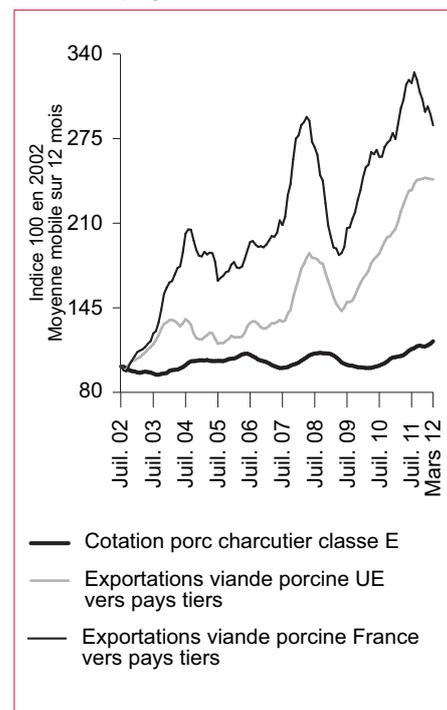
Source : Eurostat

### La cotation française du porc est sensible aux fluctuations des deux productions, française et européenne



Sources : Eurostat, Agreste, Réseau des nouvelles de marché

### La cotation française du porc est aussi influencée par les volumes français et européens de viande porcine exportés vers les pays tiers



Sources : Eurostat, Réseau des nouvelles de marché

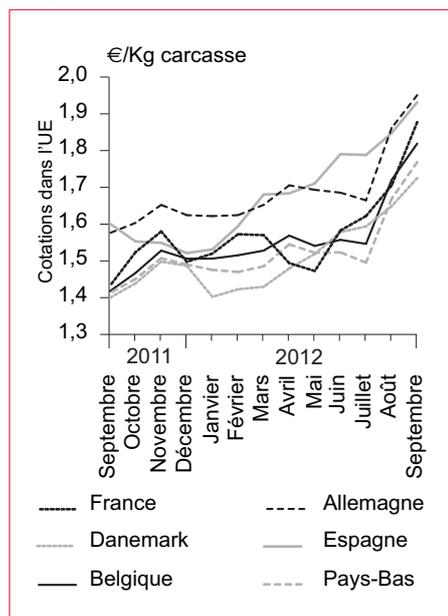
Plus généralement, il semble que la spécialisation des élevages rende plus difficile l'adaptation des éleveurs aux fluctuations rapides du prix, dans la mesure où il est impossible pour ces derniers de reprendre la production après un arrêt ou un fort ralentissement. Selon l'Ifip, « les élevages sont plus spécialisés et l'offre réagit moins vite aux cours du porc ».

Depuis 2011, le cycle est à nouveau plus régulier en France avec une production porcine qui se réduit, et des exportations soutenues, notamment vers les pays tiers, qui favorisent une cotation élevée. Ce n'est pas le cas au niveau de l'Union européenne où la production est en reprise.

### Les exportations de viande porcine française vers les pays tiers sont en forte hausse jusqu'en 2011

De 2002 à 2011, les tonnages français de viande porcine exportés vers les pays tiers ont plus que doublé en volume, et plus que triplé en valeur. Leur part du total exporté passe de 15 % en 2002 à 28 % en 2011. D'octobre 2002 à octobre 2012, la cotation du porc classe E entrée abattoir a progressé de 42 %, passant de 1,24 €/kg à 1,76 €/kg.

### La cotation du porc chez les principaux producteurs européens suit une tendance à la hausse depuis la fin du premier trimestre 2012



Source : Eurostat

Outre l'influence souvent déterminante de l'évolution des productions française et européenne, les tendances de la cotation du porc charcutier et des exportations de viande porcine en volume, de l'Union européenne ou de la France vers les pays tiers, sont souvent positivement corrélées.

Au cours de la période 2002 à 2011, les volumes de viande porcine française importés par la Russie ont progressé de 41 milliers de tonnes-équivalent-carcasse (tec) à 60 milliers pour une augmentation de près de 170 % en valeur. Sur cette période, certains pays d'Asie du Sud-Est et d'Asie du Nord ont fortement augmenté leurs achats de viande porcine en volume et en valeur. Singapour les a multipliés par plus de deux et la Corée du Sud par vingt. Le Japon et la Chine ont quant à eux fortement développé leurs importations, à partir de quelques tec seulement en 2002, pour atteindre en 2011 respectivement 14 et 26 milliers de tec, soit 7 % et 13 % de la viande porcine exportée par la France vers les pays tiers.

### En septembre 2012, la cotation du porc charcutier est au plus haut, dans un contexte d'offre réduite et d'exportations européennes soutenues

Sur la période des trois premiers trimestres 2012, la production française porcine en tête se réduit de 2 % entre 2011 et 2012. Le repli de ces derniers mois proviendrait du ralentissement d'activité des éleveurs de porcs, voire de la cessation, lié à la mise aux normes des bâtiments de truies gestantes, dont l'échéance est fixée au 1<sup>er</sup> janvier 2013. Ce repli intervient dans un contexte de hausse du prix de l'aliment. La consommation de viande porcine progresse de près de 1 % au cours de la même période.

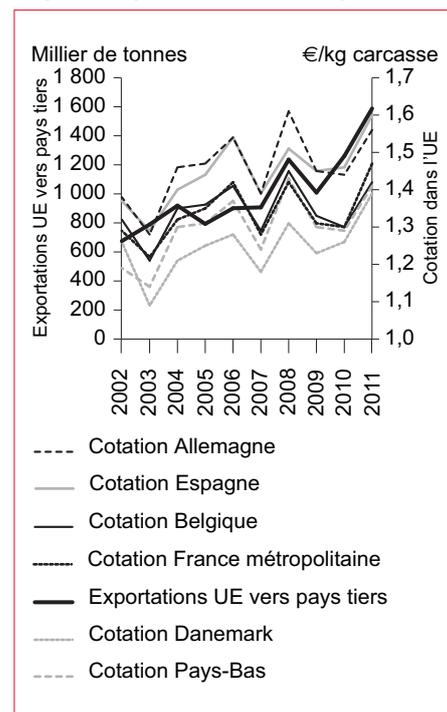
Selon Eurostat, les abattages européens de porcins se sont légèrement repliés (- 1,1 %) au cours des huit premiers mois de 2012, par rapport à la même période en 2011. La situation est contrastée au sein des principaux pays producteurs européens. De janvier à août, les abattages de porcins se réduisent pour l'Allemagne (- 2 %),

la Pologne (- 5 %), le Danemark (- 6 %) et les Pays-Bas (- 2 %). À l'inverse, les abattages espagnols et italiens progressent au cours de la période, respectivement de 4 % et 2 %.

De janvier à août 2012, les tonnages de viande porcine exportés par l'Union européenne vers les pays tiers augmentent de plus de 5 %, par rapport aux huit premiers mois de 2011. Après une progression jusqu'à un niveau record en 2011, les exportations françaises de viande porcine sur pays tiers se replie de 16 % au cours des neuf premiers mois de 2012 en glissement annuel, en restant néanmoins à un niveau élevé.

La limitation de l'offre européenne et française, la progression limitée de la consommation française de porc, ainsi que la bonne tenue des exportations européennes de viande porcine, expliqueraient une bonne part des prix actuels, qui sont au plus haut. La cotation porc classe E entrée abattoir atteint 1,89 €/kg carcasse en septembre et 1,76 €/kg en octobre, niveaux records depuis 2002. Depuis, la cotation accentue sa baisse saisonnière, dans un contexte de prix élevé de l'aliment.

### Les cotations européennes du porc sont influencées par les volumes exportés par l'Union européenne



Source : Eurostat

## La hausse des abattages porcins de l'Allemagne repose pour une part sur l'importation d'animaux vivants

Unité : millier de têtes

	2004			2011			Évolution 2011/2004		
	Abattages	Solde animaux finis	Solde porcelets	Abattages	Solde animaux finis	Solde porcelets	Abattages	Solde animaux finis	Solde porcelets
Allemagne	45 373	- 1 344	- 2 675	59 590	- 3 464	- 6 839	+ 14 217	- 2 120	- 4 165
Espagne	38 180	+ 746	- 797	41 743	+ 1 062	- 323	+ 3 563	+ 316	+ 474
France	26 468	+ 52	- 117	24 804	+ 350	- 137	- 1 664	+ 298	- 20
Pologne	25 237	- 20	- 134	20 978	- 262	- 2 074	- 4 258	- 242	- 1 940
Danemark	22 499	+ 330	+ 1 912	20 875	+ 340	+ 8 487	- 1 625	+ 10	+ 6 575
Pays-Bas	13 890	+ 1 495	+ 2 274	14 594	+ 3 010	+ 4 694	+ 704	+ 1 515	+ 2 420
Italie	13 576	- 495	- 199	12 346	- 248	- 628	- 1 230	+ 247	- 429
Belgique	11 234	+ 35	- 247	11 765	+ 568	- 693	+ 531	+ 534	- 446

Source : Eurostat

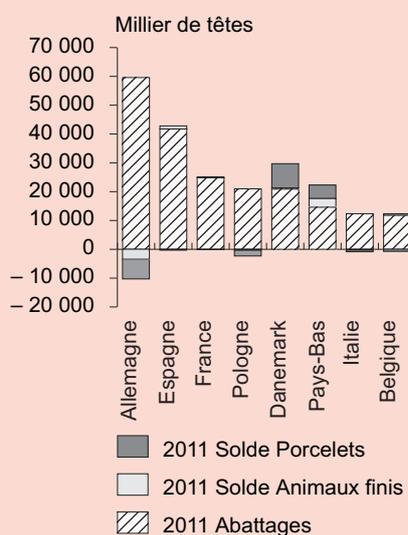
Les abattages allemands de porcins augmentent de près d'un tiers de 2003 à 2011 (plus de 14 millions de têtes supplémentaires), selon Eurostat. Les abattages porcins espagnols ont progressé de 9 % et ceux de Belgique et des Pays-Bas respectivement de 4 et 5 %. À l'inverse, les abattages porcins des autres principaux pays producteurs européens ont reculé, notamment ceux de Pologne (- 17%).

Le nombre d'abattages ne recouvre pas exactement la production finie de chaque pays, obtenue en ajoutant aux abattages le solde du commerce extérieur des animaux non reproducteurs de plus de 50 kg. Au cours de la période, les échanges de ces derniers se sont fortement développés, essentiellement à destination de l'Allemagne dont ils représentent désormais 6 % des abattages.

Quasiment tous les autres pays sont exportateurs d'animaux finis, majoritairement les Pays-Bas et l'Espagne qui ont donc développé leur produc-

tion à la fois par leurs propres abattages et l'exportation d'animaux de plus de 50 kg.

### La structure de la production porcine est contrastée au sein de l'Union européenne



Source : Eurostat

Enfin, l'internationalisation de la production au sein de l'Union européenne concerne surtout les échanges de porcelets en particulier avec deux fournisseurs, le Danemark et les Pays-Bas. Tous les autres pays sont déficitaires, notamment l'Allemagne et plus récemment la Pologne. La hausse spectaculaire des abattages allemands est donc fortement soutenue par l'abattage des animaux produits ailleurs et par l'élevage en Allemagne de porcelets importés (respectivement 6 et 17 % des abattages en 2011). À l'inverse, les abattages augmentent peu aux Pays-Bas ou baissent au Danemark, alors que ce sont les plus fortes hausses de production sous forme d'exportation d'animaux vivants finis ou de porcelets. L'Espagne voit une forte croissance de sa production, réduite en termes d'abattages par des exportations nettes significatives d'animaux finis. La Pologne subit une baisse de production tempérée par les importations d'animaux vivants. Les abattages de porcins italiens et français se réduisent, avec peu d'incidence du commerce d'animaux vivants.

## Les produits transformés sont responsables du déficit en valeur des échanges de viande porcine

Au cours des neuf premiers mois de 2012, le solde du commerce extérieur de viande porcine est positif en volume (+ 46 000 tec) et négatif en valeur (- 140 millions d'euros). La situation est très contrastée en fonction des destinations. Vers l'Union européenne, les soldes en volume et en valeur sont négatifs (- 76 000 tec et - 348 millions d'euros). À l'inverse, les soldes en volume et en valeur sont positifs vers les pays tiers (+ 123 000 tec et + 208 millions d'euros).

La viande porcine échangée recouvre quatre catégories de produits distinctes : la viande fraîche, réfrigérée ou congelée ; les préparations (dont saucisson) et conserves de viande porcine ; la viande salée, séchée ou fumée (dont jambon) ; les autres viandes porcines.

Au cours des neuf premiers mois de 2012, avec le reste du monde, le solde du commerce extérieur français en viande porcine fraîche, réfrigérée ou congelée est positif en volume (+ 63 000 tec) et positif en valeur (+ 45 millions d'euros). Au cours de la même période, le solde des échanges de préparations et conserves de viande porcine est négatif en volume (- 8 700 tec) et négatif en valeur (- 57 millions d'euros). Enfin, le solde commercial pour la viande salée, séchée ou fumée est négatif en volume (- 34 000 tec) et négatif en valeur (- 159 millions d'euros).

Avec nos principaux partenaires européens - Allemagne, Italie et Espagne - le contraste est égale-

ment important. Les importations de viande porcine en provenance de ces trois pays représentent 84 % du volume total importé par la France et 86 % de sa valeur.

**Au cours des neuf premiers mois de 2012, le commerce extérieur français de viande porcine est bénéficiaire en volume et valeur avec l'Italie, mais déficitaire avec l'Allemagne et l'Espagne**

Sur les trois premiers trimestres 2012, le solde commercial français est déficitaire avec l'Allemagne et l'Espagne, tant en viande qu'en produits transformés à base de viande porcine. Avec l'Italie, la situation est différente : le solde commercial global de viande porcine est excédentaire, aussi bien en volume qu'en

valeur. Cet excédent repose sur le fait que la France exporte vers l'Italie beaucoup plus de viande porcine fraîche qu'elle n'en importe. À l'inverse, pour les préparations à base de viande porcine, et les viandes salées, séchées et fumées, le solde est déficitaire en volume et en valeur.

Depuis le début 2012, le volume de viande porcine exporté vers les pays tiers dépasse 125 000 tec, soit un quart du total pour une valeur de près de 215 millions d'euros (24 % du total). Plus de 63 % des volumes exportés vers ces destinations sont constitués de viande porcine fraîche, réfrigérée et congelée. Un cinquième du total exporté correspond à des préparations et moins de 1 % à des viandes salées, séchées ou fumées.

### Au cours des neuf premiers mois de 2012, le commerce extérieur français de viande porcine est bénéficiaire en volume et valeur avec l'Italie, mais déficitaire avec l'Allemagne et l'Espagne

	Allemagne	Espagne	Italie
<b>Viande porcine fraîche</b>			
Solde commercial en tec	- 21 041	- 197 637	+ 80 504
Solde valeur en millier d'euros	- 60 741	- 414 093	+ 154 227
<b>Préparations et conserves</b>			
Solde commercial en tec	- 24 636	- 12 414	- 8 714
Solde valeur en millier d'euros	- 60 143	- 37 409	- 39 508
<b>Viande salée, séchée et fumée</b>			
Solde commercial en tec	- 10 057	- 8 115	- 13 446
Solde valeur en millier d'euros	- 40 532	- 43 858	- 70 690
<b>Total</b>			
Solde commercial en tec	- 50 782	- 210 915	+ 49 177
Solde valeur en millier d'euros	- 153 638	- 488 505	+ 39 076

Source : DGDDI (Douanes)

## Sources et définitions

### Sources

- L'enquête mensuelle SSP auprès des abattoirs de gros animaux
- FranceAgriMer - RNM pour les cotations
- Eurostat pour les statistiques européennes
- Les statistiques de la DGDDI (Douanes) pour les données de commerce extérieur

### Définitions

- Production indigène brute (PIB)

La production indigène brute est obtenue par calcul à partir des abattages totaux, augmentés des exportations et diminués des importations totales d'animaux vivants. Pour obtenir les abattages totaux, les abattages contrôlés sont redressés afin de tenir compte de l'ensemble des animaux abattus hors abattoir.

## Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - Conjoncture agricole - Animaux de boucherie » pour les séries chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture - Animaux de boucherie » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur les animaux de boucherie sont :

- « En juillet 2012, baisse de la production d'animaux de boucherie », Infos rapides Animaux de boucherie n° 8/11, septembre 2012
- « Vers une disparition du cycle du marché du porc ? », Synthèses Animaux de boucherie, n° 2010/116, juin 2010
- « La filière porcine française toujours en difficulté », Synthèses Animaux de boucherie, n° 2009/77, juin 2009

# ORGANISMES

**Agreste** : données collectées et diffusées par le SSP  
**AGPB** : Association générale des producteurs de blé et autres céréales  
**AGPM** : Association générale des producteurs de maïs  
**BNIC** : Bureau national interprofessionnel du cognac  
**CGB** : Confédération générale des planteurs de betteraves  
**CIC** : Conseil international des céréales  
**Cidef** : Comité interprofessionnel de la dinde  
**Cifog** : Comité interprofessionnel des palmipèdes à foie gras  
**Cip** : Comité interprofessionnel de la pintade  
**CNCA** : Caisse nationale de crédit agricole  
**Cniel-Iri** : Comité national interprofessionnel de l'économie laitière - Information resources Inc.  
**CNIPT** : Comité interprofessionnel de la pomme de terre  
**CNPO** : Comité national pour la promotion de l'œuf  
**Coceral** : Comité du commerce des céréales, aliments du bétail, oléagineux, huile d'olive, huiles et graisses et agrofournitures de l'Union européenne  
**Coop de France**  
**DGAL** : Direction générale de l'alimentation  
**DGI** : Direction générale des impôts  
**DGCCRF** : Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes  
**DGDDI** : Direction générale des douanes et droits indirects  
**DGPAAT** : Direction générale des politiques agricoles, agroalimentaires et des territoires  
**DSV** : Direction des services vétérinaires  
**Eurostat** : office statistique des communautés européennes  
**FranceAgriMer** : office national unique des produits de l'agriculture et de la mer depuis le 1<sup>er</sup> avril 2009  
**FAO** : Food and agriculture organisation  
**FOP** : Fédération française des producteurs d'oléagineux et de protéagineux  
**GIPT** : Groupement interprofessionnel pour la valorisation de la pomme de terre  
**GNIS** : Groupement national interprofessionnel des semences et plants  
**Inra** : Institut national de la recherche agronomique  
**Insee** : Institut national de la statistique et des études économiques  
**Itavi** : Institut technique de l'aviculture  
**Matif** : Marché à terme international de France  
**OCM** : Organisation commune des marchés  
**Oilworld** : independant forecasting service for oilseeds, oils and meals  
**OIS** : Organisation mondiale du sucre  
**OIV** : Organisation internationale de la vigne et du vin  
**OP** : Organisme de producteurs  
**RNM** : Réseau des nouvelles des marchés  
**SSP** : Service de la statistique et de la prospective  
**Snia** : Syndicat national des industriels de la nutrition animale  
**SNFS** : Société nationale des fabricants de sucre  
**Synalaf** : Syndicat national des labels avicoles de France  
**UE** : Union européenne (à 27 à partir de 2007)  
**Unctad** : United nations conference on trade and development (Conférence des Nations-Unies sur le commerce et le développement)  
**Unifa** : Union des industries de la fertilisation  
**Unip** : Union nationale interprofessionnelle de plantes riches en protéines  
**USDA** : United States department of agriculture (homologue américain du Ministère de l'agriculture et de la pêche)  
**WASDE** : Word agricultural supplies and demand estimates

# ABRÉVIATIONS

**AB** : agriculture biologique  
**AOC** : appellation d'origine contrôlée  
**AOP** : appellation d'origine protégée  
**ACE** : aides aux cultures énergétiques  
**BDNI** : base de données nationales d'identification  
**BTP** : bâtiment et travaux publics

**Caf** : coût, assurance, fret  
**Cib** : consommation indigène brute  
**Cic** : consommation indigène corrigée  
**CJO** : corrigé des jours ouvrables  
**CPA** : classification de produits associés aux activités  
**CPF** : classification de produits française  
**CVJA** : corrigé des variations journalières d'abattages  
**CVS** : corrigé des variations saisonnières  
**Fab** : franco à bord  
**Fob** : free on board  
**Ica** : Indice de chiffre d'affaires  
**IGP** : indication géographique protégée  
**IAA** : industries agroalimentaires  
**Ipa** : indice de prix de l'alimentation animale  
**lpampa** : indice des prix d'achat des moyens de production agricole  
**IPC** : indice des prix à la consommation  
**Ipi** : indice des prix industriels  
**IPP** : indice de production industrielle  
**Ippap** : indice des prix des produits agricoles à la production  
**IPVI** : indice des prix de vente industriels  
**Isop** : informations et suivi objectif des prairies  
**Min** : marchés d'intérêt national  
**mm3, mm12** : moyenne mobile sur 3 mois, moyenne mobile sur 12 mois  
**NC** : nomenclature combinée  
**Otex** : orientation technico-économique des exploitations  
**Pac** : poulet prêt à cuire  
**Pib** : production indigène brute  
**Pic** : production indigène contrôlée  
**ProdCom** : production communautaire  
**SAA** : statistique agricole annuelle  
**Sap** : statistique annuelle provisoire  
**Smic** : salaire minimum interprofessionnel de croissance  
**SRW** : soft red winter  
**tec** : tonne-équivalent-carcasse  
**teoc** : tonne-équivalent-œuf-coquille  
**TIPP** : taxe intérieure sur les produits pétroliers  
**TNO** : tendance nationale officielle  
**VAIG** : vins avec indication géographique  
**VCC** : vins de consommation courante  
**VDQS** : vins délimités de qualité supérieure  
**VQPRD** : vins de qualité produits dans des régions délimitées  
**VSM** : viande séparée mécaniquement

## Pour en savoir plus

- Le site Agreste de la statistique agricole : [www.agreste.agriculture.gouv.fr](http://www.agreste.agriculture.gouv.fr)

Les publications Agreste Conjoncture sont consultables dans la rubrique *Conjoncture*.

Les séries conjoncturelles sont disponibles dans l'espace *Données en ligne*.

- Le site de FranceAgriMer - Réseau des nouvelles des marchés : [www.snm.agriculture.gouv.fr](http://www.snm.agriculture.gouv.fr)

Des séries de prix sont disponibles sur le site du RNM.

- Le Centre d'information et de documentation Agreste (CDIA) : [agreste-info@agriculture.gouv.fr](mailto:agreste-info@agriculture.gouv.fr)

Le CDIA est ouvert les lundi, mardi et jeudi de 14 h à 17 h - Tél. : 01 49 55 85 85.



## Agreste : la statistique agricole

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt  
Secrétariat Général  
**SERVICE DE LA STATISTIQUE ET DE LA PROSPECTIVE**  
12 rue Henri Rol-Tanguy - TSA 70007 - 93555 MONTREUIL SOUS BOIS Cedex  
Tél. : 01 49 55 85 05 - Site Internet : [www.agreste.agriculture.gouv.fr](http://www.agreste.agriculture.gouv.fr)

Directrice de la publication : Fabienne Rosenwald  
Rédacteur : Christine Deroin  
Composition : SSP Beauvais  
Dépôt légal : À parution  
© Agreste 2012

Cette publication est disponible à parution sur le site Internet de la statistique agricole  
[www.agreste.agriculture.gouv.fr](http://www.agreste.agriculture.gouv.fr)